

**Assemblée générale**

Cinquante-huitième session

Documents officiels

Distr. générale  
28 octobre 2003  
Français  
Original: russe

---

**Commission des questions politiques spéciales  
et de la décolonisation (Quatrième Commission)****Compte rendu analytique de la 9<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 16 octobre 2003, à 10 heures

*Président* : M. Loedel ..... (Uruguay)  
*puis* : Mme Ognjanovac (Vice-président) ..... (Croatie)  
*puis* : M. Loedel ..... (Uruguay)

**Sommaire**

Point 85 de l'ordre du jour : Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (*suite*)

Point 19 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

03-56484 (F)



*La séance est ouverte à 10 h 20.*

**Point 85 de l'ordre du jour : Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (suite)**

1. **M. Snowden** (Australie) souligne l'importance exceptionnelle des opérations de maintien de la paix et note donc avec satisfaction le rapport du Secrétaire général adjoint qui examine en détail tant les tâches difficiles qu'il faudra accomplir à l'avenir, mais constate aussi l'amélioration réelle de l'efficacité des activités de maintien de la paix. Il y est également question des résultats encourageants des activités dans les domaines prioritaires, ainsi que du fait que l'instauration de l'état de droit est devenue la pierre angulaire de ces activités, car c'est justement cela qui détermine souvent le succès ou l'échec des opérations à long terme.

2. Malgré les changements positifs, il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine. Le Département des opérations de maintien de la paix doit constamment perfectionner ses activités, dont le succès dépend, entre autres, de l'instauration d'un partenariat entre de nombreux participants, dont il importe de considérer les efforts non pas comme s'excluant mutuellement, mais comme complémentaires. À titre d'exemple d'une division utile du travail entre des forces multinationales et les « Casques bleus », on peut citer les Forces internationales au Timor oriental. Bien que les différents participants exercent souvent des fonctions distinctes, ils réalisent ensemble une œuvre commune, et il faut donc élargir la notion de soldat de la paix, car des pays qui ne participent pas activement aux opérations des « Casques bleus » font souvent une contribution importante aux activités de maintien de la paix. Il est donc peut-être plus opportun de parler non pas de « volonté insuffisante », mais de la meilleure manière de coordonner et de conjuguer les efforts des diverses parties.

3. Dans le cas de l'Australie on ne peut pas parler de manque de volonté : elle figure toujours parmi les 10 principaux participants aux opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies. Cela dit, on manque encore de potentiel, problème qu'il faut éliminer en améliorant la gestion et rehaussant le degré de préparation (en particulier quant au déploiement rapide de cadres civils et d'experts en matière de maintien de l'ordre), ainsi qu'en modifiant les modes de penser (en particulier en ce qui concerne l'obtention

et l'utilisation des données du renseignements sur les lieux afin d'assurer la protection du personnel de l'ONU, des « Casques bleus » et de la population civile dans des situations complexes et instables. À ce propos, l'orateur espère que le Comité spécial des opérations de maintien de la paix pourra progresser dans ce domaine au cours de l'année à venir, et assure aux membres de la Commission que l'Australie continuera à aider activement la Quatrième Commission et le Comité spécial à perfectionner les opérations de maintien de la paix.

4. **M. Maitland** (Afrique du Sud), parlant au nom du Mouvement des pays non alignés, remercie le Secrétaire général adjoint et ses collègues pour la manière dont ils dirigent les activités du Département des opérations de maintien de la paix et les nombreuses missions sur le terrain, ainsi que pour le rapport sur les faits les plus importants dans ce domaines d'activité de l'ONU. L'orateur rend hommage aux nombreux fonctionnaires de l'ONU qui travaillent dans des conditions fort difficiles et dangereuses, et exprime son indignation à l'égard de l'attentat terroriste perpétré contre le quartier général de l'ONU à Bagdad, qui a coûté la vie à Sergio Viera de Mello et à ses collaborateurs, et de l'assassinat de deux observateurs militaires faisant partie de la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo.

5. L'orateur décrit une nouvelle fois la position générale du Mouvement des pays non alignés concernant les activités de maintien de la paix de l'ONU. En créant toute nouvelle opération ou en prorogeant un mandat existant, il faut non seulement obtenir le consentement des parties, mais veiller avant tout au respect du principe de non recours à la force sauf en cas de légitime défense et de l'impartialité, à l'adoption de mandats clairs et à une financement assuré qui permettent de garantir le succès de la mission. Bien que le Mouvement considère toujours les activités de maintien de la paix comme un moyen important de préserver la paix et la sécurité internationales, elles ne peuvent pas remplacer les règlements de fond ou éliminer les causes profondes des conflits. L'expérience du passé a montré qu'elles servent surtout en tant que mesures conservatoires.

6. En ce qui concerne la notion du maintien de la paix robuste, et le rôle des coalitions régionales créés à titre spécial, le Mouvement partage entièrement l'avis du Secrétaire général qui estime que la confiance à l'égard des forces de l'ONU sur le lieux augmente

lorsque des forces effectives sont déployées par tous les États Membres. Les pays en développement ne peuvent pas continuer à accomplir avec leurs seules forces une tâche qui incombe à l'ensemble des membres de l'Organisation. À ce propos, l'orateur voudrait savoir quelles sont les mesures prises par le Secrétariat pour obtenir la participation des pays développés aux opérations de maintien de la paix et souligne l'importance d'une présence durable et active de la communauté internationale et de l'ONU dans les pays qui se relèvent après un conflit. Il souligne également que le Conseil de sécurité a le rôle principal lorsqu'il est question de cautionner les opérations de coalitions multinationales des « bonnes volontés ».

7. Le Mouvement des pays non alignés soutient les tâches prioritaires identifiées par le Secrétaire général adjoint, dont la définition plus précise du maintien de la force « robuste ». S'agissant du renforcement du potentiel de déploiement rapide, le Mouvement appelle la plus grande souplesse en la matière, puisque les pays fournisseurs de contingents ne sont souvent pas en mesure de s'engager à fournir et à déployer des forces avant l'adoption par le Conseil de sécurité d'une résolution autorisant l'opération en question. Le Mouvement se prépare activement à l'examen, avec le Secrétariat, de la possibilité d'utiliser une partie des stocks stratégiques pour le déploiement afin d'aider les pays fournisseurs de contingents qui ont des difficultés à s'équiper eux-mêmes. Il note avec satisfaction que le Secrétariat s'est fixé comme objectif d'accélérer le remboursement des dépenses encourues par les pays qui fournissent des contingents. Il apprécie hautement les activités du Département des opérations de maintien de la paix en faveur du renforcement du potentiel de maintien de la paix des pays africains et se tient prêt à examiner avec le Département la possibilité d'affecter des ressources aux activités menées dans ce domaine.

8. Pour que les programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion soient couronnés de succès, il faut à tous les stades assurer un financement suffisant et prévisible, ainsi qu'une coordination étroite des efforts de tous les participants. À ce propos, le Mouvement soutient la position du Secrétaire général qui estime que les programmes de réforme structurelle qui créent des conditions favorables à la paix peuvent contribuer de manière décisive à une transition harmonieuse à une paix durable.

9. Les récents événements à Bagdad et en République démocratique du Congo ont montré qu'il faut accorder la priorité à la protection et à la sécurité du personnel de l'ONU et aux soldats de la paix, et le Mouvement se félicite des mesures envisagées à cet effet. Il a été représenté dans la quasi-totalité des opérations de maintien de la paix de l'ONU et les dernières années, il a fourni la majeure partie des troupes qui y ont été affectées, notamment dans les situations dangereuses, et l'orateur rend hommage à la mémoire des soldats de la paix morts au service de l'Organisation.

10. **M. de Rivero** (Pérou), parlant au nom des États membres du Groupe de Rio, dit que quelques années plus tôt, les pays membres du Groupe de Rio ont décidé de devenir des participants actifs aux opérations de maintien de la paix de l'ONU puisqu'ils considèrent ces opérations comme le moyen le plus efficace de régler les crises. Pourtant, dans la pratique, la participation de ces pays se heurte à des problèmes de nature diverse qui leur rendent difficile, en particulier, de fournir le personnel nécessaire dans le contexte du déploiement rapide. Cette situation a poussé les pays du Groupe de Rio à soumettre au Comité spécial ainsi que directement au Département des opérations de maintien de la paix des propositions concrètes à cet égard. Alors que l'ONU recherche une participation plus active des États aux opérations de maintien de la paix, comme le montrent ses efforts dans le cadre du système des forces et moyens en attente, il est essentiel d'identifier clairement les facteurs qui limitent la contribution des États à ces opérations.

11. Ainsi, en janvier 2003 le Groupe de Rio a souligné qu'il fallait organiser, avant même l'adoption du mandat d'une mission, des consultations préliminaires avec les pays susceptibles de contribuer des troupes. L'orateur note avec satisfaction que cette idée a été prise en compte lors de la création de la Mission des Nations Unies au Liberia (MINUL).

12. Le Groupe de Rio appuie également l'initiative tendant au remboursement immédiat des dépenses lancée à la Conférence de Freetown (Sierra Leone), et qui correspond à une proposition analogue du Groupe de Rio présenté au Comité spécial en 2002.

13. Les décisions prises par le Secrétariat ont pour but d'élargir la participation directe et indirecte des États aux opérations de maintien de la paix. À ce propos, il est étrange que le rapport sur les problèmes

qui entravent le déploiement rapide, y compris les aspects financiers de la question, que le Comité spécial a demandé paraisse tardivement. L'orateur rappelle que la Comité spécial avait décidé de constituer un groupe de travail extraordinaire avec la participation de tous les États intéressés afin d'aider le Secrétariat à élaborer ce rapport.

14. Le Groupe de Rio se félicite de l'élaboration d'un manuel sur les opérations pluridimensionnelles de l'ONU, qui est appelé à jouer un rôle majeur dans la préparation des responsables pour de futures opérations. L'orateur rend également hommage au Département pour ses efforts inlassables en faveur de la formation du personnel. Le Groupe de Rio note également avec satisfaction la prise en compte du problème de la parité hommes-femmes dans les opérations de maintien de la paix.

15. En dernier lieu, l'orateur souligne qu'il faut renforcer les mesures destinées à protéger le personnel de l'ONU. De telles mesures ont une grande importance pour le moral du personnel et doivent devenir l'une des priorités politiques de l'Organisation. Pour terminer, l'orateur rend hommage à la mémoire de ceux qui ont sacrifié leur vie pour la cause de la paix.

16. **M. Spatafora** (Italie), parlant au nom de l'Union européenne et des membres associés – Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie, des pays associés Bulgarie, Roumanie et Turquie, ainsi que de l'Islande et du Liechtenstein, pays membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE), qui font partie de l'Espace économique européen, dit que l'ONU se trouve de plus en plus souvent obligée de déployer des opérations de maintien de la paix complexes et pluridimensionnelles, qui exigent une coopération étroite entre les départements et organismes de l'ONU et d'autres entités. Certaines opérations du Département des opérations de maintien de la paix ne comportent pas de composante militaire de l'ONU et accomplissent leur mandat soit en parallèle avec des forces régionales ou multinationales, soit après leur intervention. L'Union européenne demande instamment au Département d'instaurer des relations de travail étroites avec ces organisations.

17. Au cours de l'année écoulée, des progrès considérables ont été accomplis quant à la coopération entre l'Union européenne et l'ONU dans le domaine du

maintien de la paix. Ainsi, en Bosnie et Herzégovine, les fonctions des forces de polices internationales ont été transférées à la Mission de police de l'Union européenne, et à Bunia, on a déployé rapidement sous l'appellation d'« Artémis » une opération militaire de l'Union européenne. L'Union européenne, l'ONU et les autorités de la République démocratique du Congo rétablissent ensemble l'état de droit à Bunia. L'Union européenne examine également les moyens de contribuer à la constitution, en coopération avec l'ONU, d'une unité de police commune à Kinshasa. À la demande de l'ONU, les États membres de l'Union européenne et la Commission européenne ont facilité le déploiement rapide d'un contingent de la Communauté économique des États d'Afrique occidentale (CEDEAO) au Liberia.

18. La coopération entre les organisations régionales ou sous-régionales africaines, notamment l'Union africaine et la CEDEAO, et l'ONU est un autre exemple. L'Union européenne attache une grande importance au renforcement du potentiel africain en matière de maintien de la paix et apporte une aide financière considérable aux mécanismes africains de maintien de la paix aux niveaux régional et sous-régional.

19. L'Union européenne invite le Département des opérations de maintien de la paix à étudier l'expérience pratique de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales dans le règlement des crises. L'ONU doit adopter une démarche globale pour rétablir l'état de droit dans les zones d'opérations des missions. De l'avis de l'Union européenne, des composantes d'instauration de l'état de droit doivent faire partie du mandat des missions. À ce propos, l'Union européenne propose que l'on coordonne les plans des opérations avec la police civile, l'appareil judiciaire et le système pénitencier. L'Union européenne se félicite de la proposition du Secrétaire général de présenter un rapport sur la question de l'instauration de l'état de droit et se tient prête à l'aider à cet égard.

20. L'Union européenne réitère son soutien à l'introduction du principe de parité hommes-femmes dans les opérations de maintien de la paix conformément à la résolution 1325 du Conseil de sécurité et attend avec intérêt des informations sur les travaux du Groupe des pratiques optimales et ses plans d'avenir.

21. L'Union européenne réitère sa recommandation tendant à ce que le Département des opérations de maintien de la paix renforce son potentiel en matière d'information et ses travaux de recherche. En outre, il faut encourager un échange d'informations plus systématique entre les départements et organismes de l'ONU.

22. Le déploiement rapide, l'appui aux missions, la disponibilité des moyens techniques et la préparation préalable exigent la mise en place des mécanismes, stratégies et procédures de gestion appropriés. Cela est particulièrement important lorsque l'ONU transfère des fonctions à des forces régionales ou multinationales (comme pour la MINUL, ou vice versa. Pour que les contingents soient déployés à temps, dûment équipés et préparés, le Secrétariat doit revoir la politique et les mécanismes relatifs à la préparation des contingents civils et militaires et veiller à une utilisation rationnelle des stocks stratégiques, et il est prié de soumettre un rapport sur cette question au Comité spécial à sa session suivante.

23. L'Union européenne attache une importance particulière à la question de la police civile et du personnel civil, puisque des contingents de police participent à près de la moitié des opérations de maintien de la paix actuelles de l'ONU, et toutes comptent du personnel civil. Pour garantir la formation et la préparation appropriées du personnel, on organise, en coopération avec la Commission européenne, une conférence internationale sur la préparation du personnel, qui se tiendra les 21 et 22 octobre. L'Union européenne attend avec intérêt le rapport du Secrétariat sur la question des privilèges et immunités de la police civile et du personnel pénitencier prévu dans le rapport du Comité spécial (A/57/767).

24. L'Union européenne attache une grande importance à la question de la protection et de la sécurité du personnel de l'ONU et du personnel associé engagé dans des opérations de maintien de la paix, et demande, à ce propos, que les pouvoirs du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité soient élargis et que la coordination entre son Bureau et le Département des opérations de maintien de la paix soit améliorée.

25. À l'heure actuelle, il est de plus en plus important de veiller au déroulement harmonieux de l'ensemble du processus – de la prévention des conflits à la consolidation de la paix, en passant par le règlement

des crises, y compris le maintien de la paix. Dans ce contexte, un rôle de premier plan revient aux activités de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, qu'il faut aborder de façon globale, en tenant compte de tels aspects comme la réforme du secteur de sécurité et de l'état de droit. Le Département doit améliorer l'interaction avec d'autres entités internationales qui soutiennent activement des composantes additionnelles de la stratégie de consolidation de la paix.

26. L'Union européenne soutient activement des opérations de maintien de la paix – des Balkans à l'Afrique. Plus de 40 000 hommes et femmes provenant des pays de l'Union européenne servent à l'heure actuelle dans des opérations dans le monde entier dirigées ou sanctionnées par l'ONU. Elle est fermement résolue à développer et à renforcer sa coopération avec l'ONU et ses États Membres dans le domaine du maintien de la paix. La Déclaration commune relative à la coopération entre l'ONU et l'Union européenne en matière de gestion des crises civiles et militaires est appelée à devenir un moyen supplémentaire d'atteindre les buts de l'ONU.

27. **M. Berry** (Canada) dit que bien que le déploiement de la MINUL ne fasse que commencer, il montre de manière frappante combien l'ONU a progressé dans l'organisation d'opérations de maintien de la paix en coopération étroite avec les pays qui fournissent des contingents. Les progrès accomplis par les forces de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) après l'élargissement de son mandat confirment une nouvelle fois le bien fondé de la démarche de l'ONU en matière de maintien de la paix. Les changements positifs considérables intervenus en Sierra Leone et les missions réussies en Côte d'Ivoire et au Libéria ouvrent la perspective réelle de la stabilisation de la situation en Afrique occidentale. Ces événements reflètent l'incidence des réformes non seulement sur l'ONU, mais aussi sur la situation générale en matière de maintien de la paix et de la sécurité.

28. Le Canada accueille avec satisfaction l'adoption de principes et de directives en matière de désarmement, de démobilisation et de réinsertion et attend avec intérêt la parution du manuel sur les opérations de maintien de la paix pluridimensionnelles de l'ONU, ainsi que le document programmatique sur les problèmes disciplinaires. Le Canada note également avec satisfaction la création de la fonction de conseiller

pour les questions de parité hommes-femmes au sein du Département des opérations de maintien de la paix. Il se félicite des travaux menés au sujet du problème VIH/sida, mais invite le Département et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) à améliorer leur coopération dans ce domaine. Il faut également que les États Membres organisent des consultations volontaires confidentielles et le dépistage du VIH/sida auprès de tous les participants aux opérations.

29. Des progrès sensibles ont été atteints en matière de formation du personnel. Le Département devrait préciser sa politique concernant les limites d'âge pour les observateurs militaires lorsque la discrimination fondée sur l'âge est contraire à la législation nationale.

30. Les tâches difficiles qui se posent à l'ONU, notamment en Irak, exigent une évaluation appropriée des menaces et des facteurs défavorables, car la connaissance de la situation dans laquelle on envoie des personnes est nécessaire à la protection de tout le personnel de l'ONU et du personnel associé.

31. Il est réjouissant que le pays et organisations africains aspirent désormais à contribuer à la prévention et au règlement des conflits sur leur continent et à édifier des sociétés vivant en paix. Par ailleurs, la communauté internationale doit les aider à renforcer leur potentiel et à atteindre ces objectifs. S'agissant du renforcement de leur potentiel en matière de maintien de la paix, on a constaté qu'il fallait trouver les moyens d'instaurer un partenariat entre les organisations africaines et l'ONU en ce qui concerne aussi bien la création d'un potentiel que la gestion stratégique des missions actuelles.

32. Ces missions entraînent de fortes dépenses, toutefois elles ont été déployées en l'absence d'un accord sur leur prise en charge commune. Pour le Canada et plusieurs autres pays occidentaux, le principal problème réside dans l'absence d'un mécanisme d'appui financier à ces missions, qui ne font pas partie de l'aide publique pour le développement. Le Canada soutient activement les efforts en faveur de la création d'un potentiel africain en matière de prévention et de règlement des conflits sur le continent. Ainsi, le Canada a versé 6,5 millions de dollars au fonds du Programme des Nations Unies pour le développement destiné à appuyer directement le Conseil pour les questions de paix et de sécurité de l'Union africaine et s'est engagé à contribuer

15 millions de dollars pour soutenir les initiatives en faveur de la paix et de la sécurité en Afrique occidentale.

33. La délégation canadienne ne voit pas de contradiction dans le fait qu'elle soutient le rôle des organisations régionales dans les opérations de maintien de la paix et, dans le même temps, celui de l'ONU. Les événements en République démocratique du Congo ont montré le rôle que peuvent jouer, en présence d'un mandat de l'ONU, les coalitions pour stabiliser la situation avant le déploiement d'une opération complète de maintien de la paix de l'ONU. À l'heure actuelle, le contingent canadien est le plus important des Forces internationales d'assistance à la sécurité en Afghanistan, et les Canadiens qui y servent ne méritent pas moins l'appellation de soldats de la paix que leurs homologues qui font partie des missions de l'ONU dans d'autres régions du monde.

34. Un contingent canadien fait partie de la brigade d'intervention rapide des forces en attente de l'ONU. La délégation canadienne propose aux pays qui ont les moyens de transporter rapidement leurs forces d'envisager la possibilité de participer à cette brigade et à mettre leurs forces de réserve à la disposition de l'ONU. La brigade aide également les autres régions à constituer des forces en attente. Il faut que la communauté internationale soutienne largement cette activité.

35. **M. Hassan** (Jordanie) rend hommage à la mémoire de tous les soldats de la paix morts au cours des 12 derniers mois. La Jordanie partage l'avis du Secrétaire général adjoint quant à l'importance de la question de l'état de droit et prie le Secrétariat d'examiner la possibilité d'organiser une réunion sur la situation à cet égard à l'intention des États Membres.

36. S'agissant du déploiement rapide, la délégation jordanienne voudrait savoir quels sont les critères applicables dans ce domaine et comment on envisage la prise de décision à cet égard. Quant aux problèmes disciplinaires, la Jordanie espère que le Département des opérations de maintien de la paix soumettra à tous les États Membres les résultats de l'étude des stratégies et procédures existantes visée dans le rapport du Secrétaire général adjoint.

37. Passant à la question de la protection et de la sécurité, la délégation jordanienne propose au Secrétariat d'étudier la possibilité de donner aux observateurs militaires, lorsque la situation est

dangereuse, les moyens de faire de la reconnaissance aérienne.

38. S'agissant de la question fondamentale soulevée par le Secrétaire général dans son rapport sur la suite donnée à la Déclaration du Millénaire (A/58/323), la délégation jordanienne souhaite exprimer plusieurs considérations. La force du soldat de la paix au sens traditionnel réside dans sa faiblesse, c'est-à-dire dans sa neutralité et son statut « civil ». Reconnaissant que dans certaines conditions les opérations doivent être dûment équipées, la Jordanie estime néanmoins que l'ONU doit faire preuve de souplesse et ne pas s'enfermer dans une doctrine.

39. Pour terminer, la délégation jordanienne rappelle que tous les États Membres ont l'obligation de verser leurs quotes-parts intégralement, ponctuellement et inconditionnellement.

40. **M. Mackay** (Nouvelle-Zélande), parlant au nom des membres du Forum des îles du Pacifique représentés à New York, note les progrès accomplis dans la mise en œuvre des réformes proposées dans le rapport Brahimi face aux nouvelles tâches en matière de maintien et de consolidation de la paix.

41. La Nouvelle-Zélande se félicite de l'accent mis au cours de l'année passée sur les enseignements tirés, l'introduction des pratiques optimales en matière de maintien de la paix et le renforcement du potentiel de déploiement rapide. Une coordination effective des activités des organismes de l'ONU revêt également une grande importance. Le maintien de la paix doit être considéré comme un des éléments de la stratégie globale pour la période post-confliktuelle.

42. S'agissant du rôle des accords régionaux de maintien de la paix et de la sécurité, l'orateur fait observer que les pays de la région du Pacifique sont parvenus à des résultats positifs dans ce domaine, en particulier à Bougainvillier et aux îles Salomon. La Charte des Nations Unies engage les pays à développer la coopération régionale aux fins du maintien de la paix et de la sécurité régionales. Pour cette raison, sur la demande du Gouvernement des îles Salomon et avec l'approbation unanime du Forum du Pacifique Sud, agissant conformément à la Déclaration de Biketav, en juillet 2003, une mission régionale d'assistance aux îles Salomon a été envoyée dans ce pays avec la participation de l'Australie, de Fidji, des îles Cook, de Kiribati, de la Nouvelle-Zélande, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, de Samoa, de Tonga et de Vanuatu.

Les États de la région du Pacifique prennent également une série d'autres initiatives, en particulier en ce qui concerne l'amélioration du système régional de la formation des agents de police et l'échange d'informations sur la formation du personnel des forces armées. De l'avis de l'orateur, cette expérience mérite d'être généralisée.

43. L'orateur souligne que tous les États Membres ont l'obligation de soutenir pleinement les initiatives visant à renforcer la protection et la sécurité du personnel de l'ONU. La Quatrième Commission doit appuyer les efforts de la Sixième Commission tendant à préciser la question de la portée de la protection juridique prévue dans la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, et faire en sorte que le personnel de l'ONU et le personnel associé soient dûment protégés. Il faut également renforcer le potentiel d'information et d'analyse.

44. Les « coalitions des bonnes volontés » ont une grande importance. Le fait qu'au Timor-Leste, en République démocratique du Congo et au Liberia de telles coalitions aient stabilisé la situation avant le déploiement des Casques bleus, et le fait que la communauté internationale ait été obligée à recourir à la constitution de telles coalitions montrent qu'il faut augmenter le potentiel de l'ONU en matière de déploiement rapide tant du personnel que du matériel.

45. L'orateur dit qu'il partage entièrement l'avis du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix quant au fait que l'instauration de l'état de droit exige des efforts qui vont au-delà du simple maintien de l'ordre par la police. Elle exige la mobilisation et la disponibilité de ressources financières pour toutes les composantes du système de justice pénale – police, juges, avocats, procureurs et pénitenciers. Il faut développer plus avant les initiatives constructives en ce qui concerne l'instauration de l'état de droit, notamment au Liberia.

46. Il faut également veiller au passage harmonieux du rétablissement de la paix à la consolidation de la paix, puisque des décisions hâtives de liquider partiellement ou complètement les missions peuvent réduire à néant les résultats positifs des opérations de maintien de la paix. L'orateur espère que dans le contexte de la mission au Timor-Leste, ce passage aura lieu de manière progressive et ordonnée.

47. **M. Yahya** (Jamahiriya arabe libyenne) dit que sa délégation soutient la déclaration faite par le représentant de l'Afrique du Sud au nom du Mouvement des pays non alignés, et se félicite du rapport circonstancié du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité spécial (A/57/711), qui examine en détail l'état des activités de maintien de la paix et apporte des informations concernant les mesures envisagées afin d'accroître l'efficacité de ces activités et de parvenir à un déploiement plus rapide des opérations de maintien de la paix. Bien que ces opérations aient joué et continuent de jouer un rôle majeur dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, il faut trouver des solutions durables aux problèmes. Le déploiement des opérations doit être temporaire. L'ONU, et le Conseil de sécurité en particulier, doivent accorder une attention prioritaire à l'élaboration d'une stratégie de prévention des conflits. À ce propos, l'orateur note la création d'un groupe de travail spécial sur la prévention des conflits en Afrique et le développement de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales en matière de prévention des conflits.

48. L'orateur se félicite du renforcement de la coopération entre l'ONU et l'Union africaine dans tous les domaines du maintien de la paix, et en particulier de la déclaration du Secrétaire général adjoint selon laquelle l'ONU est prête à apporter à l'Union africaine et aux organisations sous-régionales une assistance en matière de formation professionnelle, de transport et d'approvisionnement matériel et technique, eu égard en particulier à la multiplication des conflits dans une série de pays africains.

49. Les pays fournissant des contingents et le Département des opérations de maintien de la paix doivent veiller à ce que les opérations exercent les fonctions d'instauration de l'état de droit dont elles sont chargées, et les soldats de la paix, de leur côté, doivent respecter des normes de comportement appropriées, notamment dans les régions touchées par les déplacements de la population civile. Il faut tout faire pour réprimer l'exploitation sexuelle de la part du personnel des opérations de maintien de la paix.

50. La formation professionnelle du personnel, et notamment de celui des pays qui n'ont pas eu l'expérience de la participation à de telles opérations, revêt une importance particulière. À ce propos,

l'orateur demande au Département de faire un maximum pour aider ces pays.

51. Le retour à la vie pacifique pose un problème aigu pendant la période post-confliktuelle. Il faut donc élaborer des programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion appropriés et veiller à leur financement.

52. Le déminage figure parmi les tâches les plus importantes des opérations de maintien de la paix. À sa session de mars 2003, le Comité spécial a hautement apprécié les activités du Centre international de déminage humanitaire de Genève, qui doit tout faire pour assurer la sécurité des soldats de la paix. Cela est aussi une obligation de toutes les parties.

53. Pour terminer, l'orateur rend hommage aux participants aux opérations de maintien de la paix, et notamment à ceux qui ont sacrifié leur vie à Bagdad le 19 août dernier, dont le Représentant spécial du Secrétaire général, Sergio Viera de Mello.

54. **M. Rastam** Mohammed Isa (Malaisie) se félicite du rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité spécial et note avec satisfaction que le Département des opérations de maintien de la paix a accompli des progrès considérables concernant l'amélioration des accords de mise en attente de contingents de militaires et d'agents de police civile, la gestion effective des opérations et l'utilisation rationnelle des stocks stratégiques de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi pour le déploiement rapide.

55. Notant que la Malaisie soutient la déclaration de l'Afrique du Sud faite au nom du Mouvement des pays non alignés, l'orateur souligne que les opérations de maintien de la paix doivent être conduites en respectant scrupuleusement les buts et principes de la Charte des Nations Unies et les normes du droit international, et en particulier du droit humanitaire.

56. La Malaisie participe à sept opérations de maintien de la paix de l'ONU et, vu le besoin croissant d'agents de police civile, a également contribué à cette composante, en en mettant 125 membres de la police royale malaisienne à la disposition de la Mission d'assistance des Nations Unies au Timor oriental destinés à faire partie d'un détachement de police internationale chargé d'aider la police du Timor-Leste. C'est la première fois qu'un contingent de la police royale malaisienne est mis à la disposition de l'ONU,

qui fonctionnera en tant qu'unité indépendante. Des agents de police malaisiens servent également dans le cadre de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone et de la MONUC. Dans ce contexte, l'orateur dit lors des nominations à des postes de direction, que ce soit pour des missions sur le terrain ou le Secrétariat, il faut tenir compte en particulier de facteurs tels que la capacité opérationnelle, la fiabilité et l'effectif des contingents de police fournis en vue de leur participation aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.

57. La Malaisie se félicite du projet de manuel pour les opérations pluridimensionnelles de l'ONU élaboré par le Groupe des pratiques optimales. En plus des principes directeurs et procédures prévus dans ce manuel, il faut également veiller à ce que l'analyse de ces opérations ne porte non seulement sur les niveaux opérationnel et tactique, mais aussi sur le niveau stratégique.

58. Grâce aux achats de matériel effectués conformément aux recommandations du Groupe Brahimi en vue de constituer des stock de moyens stratégiques nécessaires pour le déploiement, la capacité du Département des opérations de maintien de la paix à satisfaire les besoins en matériel des opérations complexes, comme la MINUL, a augmenté.

59. S'agissant des achats, le Comité spécial signale que lors des achats de biens et de services, en particulier pour les opérations de maintien de la paix, il convient d'accorder la préférence aux sources locales et régionales, quand cela est plus rationnel et plus efficace du point de vue des dépenses.

60. La Malaisie est tout à fait consciente de l'importance exceptionnelle de la formation professionnelle des soldats de la paix. Le soutien dynamique apporté par le Service de la formation du personnel et des examens aux centres nationaux de formation renforce encore notre attachement à cette activité. Avec le soutien du Département des opérations de maintien de la paix, le Centre de formation du personnel pour les opérations de maintien de la paix à Port Dixon organise depuis 2001 avec succès des stages régionaux sur des questions de l'approvisionnement matériel et technique des opérations de l'ONU, que l'on envisage d'enregistrer auprès du Service de formation du personnel et des examens afin que ces stages puissent être organisés chaque année pour les pays de la région.

61. **Mme Ognjanovac** (Croatie), Vice-président, assume la Présidence.

62. **M. Biyira** (Ghana) dit que le Ghana, qui a une riche expérience de participation aux opérations de maintien de la paix, se félicite de que le Secrétariat de l'ONU attache une importance particulière au recrutement de personnes les mieux qualifiées possibles afin de pourvoir les principaux postes de direction vacants et à la transparence de ce processus. Il faut également faire des efforts supplémentaires afin d'éliminer les déséquilibres existants parmi les cadres supérieurs sur le terrain, où l'on constate une part trop élevée de représentants des pays développés, qui n'est pas proportionnée à l'importance de la participation de ces pays aux opérations de maintien de la paix. L'orateur demande instamment au Secrétariat d'adopter une attitude plus rationnelle et plus équilibrée à l'égard des procédures de recrutement des cadres.

63. Exprimant son inquiétude à l'égard des infractions ou actes d'omission délibérés commis par le personnel des opérations de maintien de la paix de l'ONU, l'orateur dit que des normes de comportements uniques et transparentes doivent s'appliquer à tous les participants aux opérations – militaires, agents de police civile et civils, bien que des procédures différentes puissent être employées à l'égard de différentes catégories de personnel.

64. Le Ghana se félicite de ce que le Secrétaire général dise dans son rapport qu'il faut accorder une attention particulière au renforcement du potentiel régional de maintien de la paix, notamment en Afrique. Il note également avec satisfaction que dans sa déclaration, le Secrétaire général adjoint ait ajouté aux six priorités en matière de maintien de la paix la tâche importante consistant à surmonter l'écart entre pays développés et en développement quant à l'effectif des contingents militaires qu'ils contribuent aux opérations. La part des pays de l'Union européenne (2 %) et des autres pays (3 %) dans les contingents déployés en Afrique est manifestement insuffisante. À ce propos, l'orateur invite les pays développés à contribuer à la réalisation des opérations de maintien de la paix en Afrique, en fournissant non seulement des ressources matérielles, mais aussi du personnel.

65. Le Ghana attache une grande importance à la formation du personnel pour les opérations de maintien de la paix et note donc avec satisfaction la tenue d'un séminaire régional sur l'approvisionnement matériel et

technique organisé par le Département des opérations de maintien de la paix en mars 2003 à Freetown; il espère que cette pratique continuera.

66. Pour rétablir la paix au Libéria, et faciliter ainsi la normalisation de la situation dans les pays limitrophes, il faut, en ouvrant des crédits pour cette opération, prévoir des dépenses en vue du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion effectifs de milliers de jeunes qui ont été déplacés et auxquels il faut donner la possibilité d'acquérir une formation professionnelle et de se livrer à un travail utile pour la société, au lieu de commettre des actes de violence et des exactions.

67. *M.Loedel (Uruguay) reprend la Présidence.*

68. **M. Baaziz** (Algérie) remercie le Secrétaire général adjoint pour ses activités et son rapport détaillé sur les questions relatives au maintien de la paix et déclare que l'Algérie s'associe à la déclaration faite par le représentant de l'Afrique du Sud au nom des États membres du Mouvement des pays non alignés.

69. La notion du maintien de la paix ne cesse d'évoluer et a démontré son efficacité dès la première opération de maintien de la paix. Les changements intervenus dans ce domaine au cours des 20 dernières années, qui ont permis de stabiliser des situations de conflit, ont placé l'ONU et ses membres devant des tâches difficiles, mais ils ont su s'adapter à la complexité des missions et à leur multiplication. Le succès des missions est tributaire de facteurs tels que le consentement des parties, l'impartialité et le non recours à la force, sauf en cas de légitime défense, ainsi que de mandats clairs et réalistes et d'un financement suffisant, éléments indispensable à la réussite des opérations dans leur ensemble.

70. Le succès des activités de maintien de la paix dépend également de l'organisation de consultations, qui doivent être poursuivies conformément à la résolution 1353 (2001) du Conseil de sécurité. Dans le même temps, il faut resserrer la coopération trilatérale, afin de tenir compte des intérêts et de l'expérience des pays qui fournissent des troupes et d'assurer leur participation à la prise des décisions vitales. À cette fin, il faut organiser une réunion d'information régulière chaque fois qu'un mandat est renouvelé. L'Algérie préconise l'élargissement des consultations dans le cadre de ce mécanisme et demande qu'elles soient étendues à tous les pays fournissant des contingents.

71. La coopération entre l'ONU et les organisations régionales revêt une grande importance pour le maintien de la paix. Il faut accorder une attention particulière au continent africain, le plus durement touché par les conflits, et où la communauté internationale affronte le défi le plus sérieux en matière de maintien de la paix. La création du Conseil de paix et de sécurité dans le cadre de l'Union africaine et la réalisation du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) témoignent de l'engagement des pays africains et faveur des activités de maintien de la paix sur le continent, ce qui doit entraîner une coopération fructueuse avec l'ONU et contribuer à la prévention et au règlement des conflits. L'orateur réaffirme la solidarité de l'Algérie avec les efforts de l'ONU en faveur du maintien de la paix et sa volonté de coopérer avec la communauté internationale en vue de parvenir à une paix durable dans la région et dans le monde.

72. **M. Gatilov** (Fédération de Russie) dit que l'année écoulée a vu de nouveaux progrès dans l'application des décisions prises à l'occasion du Sommet du Millénaire concernant la prévention et le règlement effectifs des conflits régionaux. On a pris des mesures dynamiques en vue de perfectionner les bases conceptuelles du maintien de la paix et de renforcer le potentiel de maintien de la paix de l'ensemble du système des Nations Unies.

73. La Fédération de Russie soutient les efforts du Secrétariat tendant à améliorer le niveau de la formation professionnelle du personnel. Elle estime que les principes et critères fondamentaux qui régissent les activités de maintien de la paix, reflétés dans le rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (A/57/767) approuvé par l'Assemblée générale, gardent toute leur valeur.

74. Au cours du débat général de la cinquante-huitième session le Président de la Fédération de Russie, M. Poutine, a souligné que la Fédération de Russie était prête à renforcer sa participation tant aux opérations de maintien de la paix conduites sous l'égide de l'ONU qu'aux opérations de coalitions sanctionnées par le Conseil de sécurité. La Russie aspire à une coopération constructive susceptible d'améliorer les mécanismes de rétablissement de la paix et de règlement des problèmes d'après conflit reposant sur la conjugaison efficace de la composante maintien de la paix et du travail des organismes

économiques et humanitaire du système des Nations Unies.

75. L'instauration de la paix est liée indissolublement au relèvement socioéconomique des pays ravagés par des conflits. La Fédération de Russie estime, elle aussi, qu'il importe d'assurer la continuité du cycle de maintien de la paix dans les travaux que l'ONU mène aux points chauds, en veillant à une division du travail rationnelle entre les différents organismes et institutions des Nations Unies.

76. L'un des buts les plus importants des activités de l'ONU consiste à améliorer les mécanismes de maintien de la paix, et dans ce contexte, une importance particulière revient du développement ultérieur d'une d'un « nouveau type de partenariat » entre l'ONU et les organisations régionales, dont il existe déjà des exemples.

77. L'ONU a accumulé une expérience considérable, bien que variée, en ce qui concerne la conduite d'opérations de maintien de la paix robustes. Toute situation de crise est unique et exige l'emploi des outils appropriés. En les utilisant, il importe de ne pas contourner les pouvoirs du Conseil de sécurité, notamment dans les situations où il est question de recourir à la force au nom de la communauté internationale. Il est indubitable que l'emploi de la force armée est une mesure extrême, et il doit être concerté, raisonnable et non excessif.

78. La Russie soutient fermement les activités de l'ONU destinées à instaurer l'état de droit en tant que fondement du règlement global des situations de conflit. Il est impossible de dissocier les questions de justice et d'état de droit dans le contexte du maintien et de la consolidation de la paix du respect de la primauté du droit dans les relations internationales. Elle rejette la notion d'ingérence humanitaire quand elle est contraire à la Charte des Nations Unies.

79. Afin que les opérations de maintien de la paix puissent accomplir leur mandat, il faut les doter d'une structure optimale et d'un personnel hautement qualifié; il faut également garantir la sécurité de ses participants. Une bonne préparation des opérations doit aller de pair avec la création d'une capacité de déploiement rapide auprès de l'ONU. La Fédération de Russie, entre autres États, a répondu favorablement à la demande de contribuer au potentiel de déploiement rapide, comme le montre le mémorandum d'accord

relatif à sa contribution au système des forces et moyens en attente qu'elle a signé avec l'ONU.

80. Malgré des changements positifs, on manque toujours de troupes et de moyens matériels et techniques pour la conduite des opérations de maintien de la paix, ce qui est inquiétant, car l'ampleur des problèmes qui se posent actuellement aux points chauds de la planète exige le renforcement des efforts collectifs des États Membres à tous les niveaux en faveur de l'augmentation du potentiel de maintien de la paix de l'ONU. La Fédération de Russie est pleinement consciente de ses responsabilités à l'égard des efforts de la communauté internationale en faveur du maintien de la paix et continuera de contribuer à l'amélioration de l'efficacité des activités de l'ONU dans ce domaine.

81. **M. Strømme** (Norvège) dit que l'année 2003 a montré à l'évidence que l'ONU doit poursuivre ses activités de maintien de la paix dans le monde. Le Liberia peut servir d'exemple à cet égard. Au cours des dernières années, l'ONU a obtenu des progrès considérables dans le domaine du maintien de la paix. Elle a jeté les bases d'une nouvelle approche, a atteint des résultats importants au Kosovo, en Sierra Leone et au Timor Leste, a renforcé le potentiel du Département des opérations de maintien de la paix et le système des forces et moyens en attente. S'agissant de l'amélioration de l'efficacité de ces activités, le rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix contient la liste des mesures prioritaires à prendre cet égard.

82. L'attaque perfide contre la mission de l'ONU à Bagdad a rappelé sérieusement qu'il faut veiller à la sécurité de l'ensemble du personnel de l'ONU, et qu'il est essentiel de préciser le rôle de l'Organisation en tant qu'instrument neutre de la paix et de la sécurité. Il est inadmissible que la neutralité de l'ONU soit exploitée par des groupes qui cherchent à semer le chaos, comme cela se passe en Irak et en Afghanistan.

83. Il demeure indispensable de renforcer le partenariat entre le Conseil de sécurité, le Secrétariat et les pays qui fournissent des contingents, car ceux-ci sont un élément clef de toute opération de maintien de la paix. De l'avis de la Norvège, ce renforcement doit faire partie de la dynamisation des efforts collectifs qui doivent être examinés par le groupe de haut niveau dont la création a été annoncée par le Secrétaire général lors de l'ouverture du débat général.

84. La situation en Afrique donne une idée concrète des tâches qui attendent les soldats de la paix, dont la nécessité de réagir rapidement pour régler les crises et maintenir la paix, et le besoin d'une approche globale au relèvement des pays dans les régions instables. Par ailleurs, la situation dans tel ou tel pays ne peut pas être envisagée séparément du contexte régional. Les événements aux Liberia ont montré qu'il fallait que les différentes organisations coopèrent et coordonner leur action dans l'intérêt de la paix et de la stabilité. La CEDEAO a joué un rôle décisif en stabilisant la situation et en préparant le terrain pour la mission de l'ONU. À ce propos, l'orateur rend hommage aux pays de l'Afrique occidentale qui ont fourni des contingents pour leur volonté d'assumer des fonctions de maintien de la paix. La République démocratique du Congo, en particulier l'opération « Artémis » de l'Union européenne dirigée par la France, est un autre exemple de la coopération interinstitutions.

85. Le rôle joué par la CEDEAO en Afrique occidentale illustre la nécessité reconnue qu'il y a accroître le potentiel régional en matière de maintien de la paix. La Norvège se félicite des initiatives lancées les dernières années en faveur du renforcement du potentiel africain dans ce domaine et continue l'exécution en Afrique australe d'un programme de préparation à l'action en faveur de la paix.

86. Le maintien de la paix fait partie du processus plus général de consolidation de la paix. C'est pourquoi la Norvège fait une contribution substantielle à l'aide humanitaire tout en envoyant des agents de police à la MINUL. Des officiers norvégiens se trouvent déjà à Monrovia, où ils participent à l'établissement du quartier général de la MINUL, tout en aidant la Section de désarmement, de démobilisation et de réinsertion.

87. La Norvège soutient fermement les efforts du Département des opérations de maintien de la paix qui visent à améliorer la préparation pendant la période qui précède le déploiement, ainsi que l'interaction opérationnelle entre les unités des pays qui fournissent des contingents. Si d'autres groupes États adoptaient la notion de degré de préparation élevé des forces en attente de l'ONU, cela faciliterait sensiblement le renforcement du potentiel de déploiement rapide de l'Organisation.

88. L'orateur fait observer que l'unité de commandement est décisive pour le succès de toute

opération militaire. Pourtant, dans les opérations de l'ONU, les principales responsabilités opérationnelles sont partagées entre le commandant des forces et le principal fonctionnaire administratif. La Norvège estime que cela peut susciter certains problèmes, et demande instamment au Département des opérations de maintien de la paix de se pencher sur ce problème et de formuler les recommandations nécessaires.

89. L'orateur note avec satisfaction la publication en 2003 de directives gouvernant les activités de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, élaborées conjointement par l'Allemagne, la Canada, la Norvège et la Suède.

90. L'orateur dit que pour renforcer le potentiel de déploiement de l'ONU, les États Membres doivent apporter un soutien accru au système des forces et moyens en attente. Il faut également mettre au point des modèles de coopération et de coordination souples entre l'ONU, les organisations et mécanismes régionaux et les coalitions spéciales. L'expérience des activités en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo et au Liberia a montré combien l'action commune de différentes forces peut être utile. L'expérience récente en Afrique, notamment en République démocratique du Congo a démontré clairement la nécessité de mandats précis. Les troupes doivent être capables non seulement de se défendre elle-mêmes, mais aussi de protéger la population civile. Il faut également que tous les participants aux opérations observent les mêmes normes de comportement fondées sur la tolérance zéro. Pour terminer, l'orateur dit que la Norvège attache également une grande importance à la question de la parité hommes-femmes dans tous les secteurs des activités de l'ONU.

91. **M. Assaf** (Liban) dit que le maintien de la paix constitue l'une des responsabilités de l'Organisation en vertu de la Charte des Nations Unies, et les opérations de maintien de la paix sont l'un des moyens de parvenir à cet objectif. En conduisant ces opérations, il faut observer une série de principes d'ordre général. Tout d'abord, elles sont de nature temporaire et présentent une alternative pragmatique à la poursuite de la violence. Un règlement de paix global et la cessation d'un conflit exigent l'élimination des causes qui l'ont provoqué.

92. Comme les opérations de maintien de la paix sont conduites au nom de la communauté internationale, il faut en assurer la sécurité. Il est donc nécessaire de

perfectionner la collecte de données du renseignement qui permettent d'évaluer les menaces probables avec plus de précision et, partant, d'améliorer la protection des participants aux opérations. À ce propos, l'orateur signale que la Liban a ratifié la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé.

93. Il est indispensable d'élargir le cercle des participants aux opérations de maintien de la paix, composées à raison de 70% de représentants des pays en développement. Le fait qu'ils apportent une contribution matérielle ne doit pas empêcher les autres États à fournir également des contingents militaires.

94. Dans la conduite des opérations de maintien de la paix, il faut observer les buts et principes de la Charte. En particulier, pour les opérations menées dans le cadre du Chapitre VI, il faut respecter les principes du consentement des parties, de neutralité et de non recours à la force, sauf en cas de légitime défense.

95. Il faut que les mandats des opérations soient clairs, et que leurs participants soient dûment préparés. Les opérations de maintien de la paix doivent reposer sur une base financière adéquate. Il est regrettable que les pays du monde soient prêts à dépenser 750 milliards de dollars à des fins militaires, alors que les budgets des opérations de maintien de la paix accusent un déficit chronique, qui ne fait d'ailleurs que monter.

96. Les activités de l'Organisme des Nations Unies chargé de surveiller la trêve créé en 1948 gardent toute leur actualité. Par ailleurs, l'existence de cette mission n'a pas empêché l'incursion israélienne au Liban, qui a entraîné la constitution des Forces intérimaires de Nations Unies au Liban (FINUL), dont 246 participants ont trouvé la mort. Le Liban estime qu'ils ont donné leur vie pour la libération du territoire libanais. Afin que la FINUL puissent atteindre leur objectif, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité dans la région, le Liban pense qu'il ne faut pas réduire leur effectif.

97. **M. Kabtani** (Tunisie) s'associe à la déclaration faite par l'Afrique du Sud au nom du Mouvement des pays non alignés. La délégation tunisienne se félicite des efforts inlassables consentis par le Département des opérations de maintien de la paix en vue de régler des situations complexes exigeant des mesures immédiates. Toutefois, il faut mieux coordonner l'action des différents participants aux opérations de maintien de la paix. En outre, une définition précise des tâches de ces opérations faciliterait une action efficace de l'ONU sur

le terrain, accroîtrait son autorité et améliorerait ses chances de succès.

98. La délégation tunisienne attache une importance particulière au renforcement de la coopération entre l'ONU et l'Union africaine. À mesure que les conflits en Afrique se multiplient, il faut que la communauté internationale soutienne les efforts des pays de ce continent en faveur du maintien de la paix. À ce propos, il y a lieu de se féliciter que le Groupe des huit s'intéresse à la possibilité d'augmenter le potentiel de maintien de la paix des États africains.

99. Il est réjouissant que des progrès réels aient été accomplis quant au système des forces et moyens en attente. La Tunisie participe à ce système et communique régulièrement au Département les informations nécessaires.

100. La Tunisie estime que les cadres des pays qui participent activement aux opérations de maintien de la paix doivent être dûment représentés aux postes de responsabilité, aussi bien sur le terrain qu'au Siège de l'Organisation.

101. Fidèle aux buts et principes de l'ONU et persuadée que les activités en faveur du maintien de la paix sont l'un des moyens les plus importants de préserver la paix et la sécurité internationales, la Tunisie a doublé, pendant l'année en cours, l'effectif de son contingent à MONUC. Elle participe à plusieurs autres opérations et entend poursuivre cette politique.

102. **Mme Martina** (Ukraine) dit qu'en mai 2003 les États Membres de l'ONU ont observé pour la première fois la Journée internationale des Casques bleus de Nations Unies qui coïncidait avec le 55e anniversaire de la première opération de maintien de la paix de l'ONU. En cette journée, la communauté internationale rend hommage à tous ceux qui ont servi et continuent à servir la cause de la paix, à leurs grandes qualités professionnelles, à leur dévouement et à leur courage; elle rend également hommage à la mémoire de ceux qui ont donné leur vie pour la cause de la paix. L'orateur remercie le Secrétariat de l'ONU, et en particulier le Département des opérations de maintien de la paix, pour les nombreuses manifestations organisées tant au Siège de l'Organisation que dans les différentes opérations de maintien de la paix. En Ukraine, le 29 mai est observé en tant que journée professionnelle des soldats de la paix. Les manifestations organisées dans le cadre de cette journée ont permis de procéder à des échanges

d'informations et d'examiner différents moyens d'utiliser l'expérience accumulée.

103. L'Ukraine soutient depuis toujours les activités de maintien de la paix l'ONU qu'elle considère comme l'un des principaux moyens de préserver la paix et la sécurité internationales. Au cours des dernières années, l'Ukraine est devenue l'un des principaux fournisseurs de contingents pour les opérations de maintien de la paix et le premier en Europe à cet égard.

104. L'orateur se félicite de la réforme des activités de maintien de la paix menées à bien après la publication du rapport Brahimi. La session du Comité spécial des opérations de maintien de la paix tenue en 2003 a représenté une étape supplémentaire dans ce processus. L'Ukraine attend avec intérêt le rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité spécial.

105. De l'avis de la délégation ukrainienne, les activités de l'ONU dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité doivent être un processus ininterrompu, allant de la prévention des conflits à la consolidation de la paix, en passant par le maintien de la paix. Les dernières années, la communauté internationale s'est rendue compte qu'il fallait renforcer le premier élément de ce cycle, qui, de l'avis de la délégation ukrainienne, doit devenir l'élément essentiel de la philosophie des activités futures de maintien de la paix de l'Organisation. L'orateur espère que l'examen du rapport d'ensemble du Secrétaire général sur la prévention des conflits armés et les dernières mesures prises par le Secrétaire général et l'Assemblée générale dans ce domaine faciliteront la mise en place d'un système international à même de prévenir efficacement et opportunément de tels conflits.

106. L'un des moyens que l'on pourrait employer à cet effet consiste à déployer de manière préventive une opération de maintien de la paix dotée d'un mandat approprié dans des zones de conflits potentiels. Le Secrétariat de l'ONU, et en particulier le Groupe des pratiques optimales du maintien de la paix doivent étudier et utiliser les enseignements tirés des déploiements préventifs passés, afin que de telles opérations puissent être planifiées et exécutées efficacement et rapidement.

107. L'Ukraine demeure persuadée que l'instauration d'un niveau de sécurité adéquat pour le personnel est un élément crucial de toute opération de maintien de la

paix. Elle invite donc les États qui ne l'ont pas encore fait à ratifier le plus rapidement possible la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé ou à y adhérer. Dans le cadre des travaux futurs destinés à accroître le potentiel de maintien de la paix de l'ONU, il faudra accorder une attention particulière au renforcement du potentiel de déploiement rapide; à l'élargissement des moyens du Secrétariat en matière de collecte et de diffusion de l'information et d'analyse stratégique; au bon fonctionnement des mécanismes de coopération entre les pays qui fournissent des contingents, le Conseil de sécurité et le Secrétariat; à l'élaboration de supports normalisés pour l'enseignement en matière de maintien de la paix et à leur échange et à la fourniture d'une assistance appropriée aux centres nationaux, et surtout à la composante de police civile et aux stratégies de maintien de la sécurité.

**Point 19 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux**  
(suite) (A/C.4/58/L.6)

*Question du Sahara occidental*

108. **Le Président** propose de remplacer le projet de résolution A/C.4/58/L.4 par le texte de compromis A/C.4/58/L.6 et d'examiner ce projet à la séance en cours en langue anglaise uniquement en dérogeant à l'application de la règle des 24 heures.

109. *Il en est ainsi décidé.*

110. **M. Suazo** (Honduras) note avec satisfaction qu'un consensus a été réalisé sur ce projet. Sans s'opposer, dans le présent cas, à une dérogation au Règlement intérieur, qui exige que les textes des projets de résolution soient diffusés dans les six langues officielles 24 heures avant la prise de décision, la délégation hondurienne espère que cela ne créera pas de précédent et que le Règlement intérieur sera respecté à l'avenir.

111. **Le Président** dit qu'au septième alinéa du préambule du texte anglais il faut entourer de guillemets les mots « concerning the peace plan ».

112. *Le projet de résolution A/C.4/58/L.6 tel que modifié oralement est adopté sans vote.*

113. **M. Spatafora** (Italie), parlant pour expliquer la position au nom de l'Union européenne, des pays de l'Europe centrale et orientale qui sont des membres

associés de l'Union européenne – Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie –, au nom des pays associés Chypre, Malte et Turquie, ainsi qu'au nom de l'Islande et de la Norvège, pays membres de l'AELE, qui font partie de l'espace économique européen, se félicite que le projet de résolution ait été présenté en tant que texte du Président de la Quatrième Commission et adopté sans vote. L'Union européenne continue de suivre attentivement la question du Sahara occidental et appelle une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui réaliserait l'exercice du droit à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental conformément à la résolution 1495 (2003) du Conseil de sécurité. Par cette résolution, le Conseil a fermement appuyé les efforts du Secrétaire général et de son Envoyé personnel, ainsi que le Plan de paix pour l'autodétermination du peuple du Sahara occidental qui constitue la solution optimale reposant sur l'accord des deux parties. Il a également demandé aux parties de travailler avec l'Organisation et l'une avec l'autre en vue de l'acceptation et de l'application du Plan de paix.

114. L'orateur dit que la situation humanitaire continue de préoccuper vivement l'Union européenne. Il faut régler sans tarder la question des prisonniers de guerre. Se félicitant de la libération de 243 prisonniers de guerre par le Front POLISARIO, l'orateur lui demande instamment de libérer sans tarder tous les prisonniers restants. Il invite les deux parties à poursuivre leur coopération avec le Comité international de la Croix Rouge en vue de tirer au clair le sort des personnes portées disparues, et à collaborer avec le Haut Commissariat pour les réfugiés en vue de la prise de mesures propres à renforcer la confiance. Pour terminer, l'orateur souligne le rôle important joué dans le processus de paix par la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental.

115. **M. Bennouna** (Maroc) remercie le représentant de l'Algérie de ses efforts et note avec satisfaction que des efforts communs ont permis d'élaborer un texte équilibré qui laisse espérer un règlement pacifique du différend sur le Sahara marocain qui dure depuis de longues années et suscite déjà un sentiment de lassitude. Les réserves marocaines les plus sérieuses à l'égard du Plan de paix de l'Envoyé spécial du Secrétaire général sont bien connues et exposées au document S/2003/565.

116. Toutefois, le Maroc est prêt à engager avec l'Algérie des négociations en vue de parvenir à un règlement définitif et réaliste de ce différend régional et de faciliter ainsi le développement de l'ensemble du Maghreb dans le respect de l'intégrité territoriale de tous les États qui le composent.

117. Le Maroc rappelle également que le Conseil de sécurité a demandé au Front POLISARIO à maintes reprises de libérer sans plus tarder tous les prisonniers de guerre qu'il détient à Tindouf.

118. **M. Baali** (Algérie) note avec satisfaction que la Commission a réussi une nouvelle fois à adopter la résolution traditionnelle sur le Sahara occidental, réaffirmant ainsi la justice et la légitimité de la cause de ce peuple héroïque qui depuis 40 ans aspire à l'exercice de son droit à l'autodétermination. Il est particulièrement réjouissant que la résolution ait été adoptée par consensus.

119. Il est également satisfaisant que l'Assemblée générale ait approuvée la décision du Conseil de sécurité par laquelle celui-ci a approuvé le Plan de paix pour l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, qui prévoit la tenue d'un référendum libre et impartial sous l'égide de l'ONU. Par ailleurs, le plan de règlement convenu et reconnu par les deux parties au conflit et entériné par le Conseil de sécurité garde toute son actualité. Cela représente une nouvelle victoire du peuple du Sahara occidental et du Comité spécial qui oeuvre de manière cohérente en faveur de l'élimination du colonialisme de la planète. Le droit l'emportera toujours sur la force, et la juste cause du peuple du Sahara occidental triomphera.

*La séance est levée à 13 h 10.*